

Michaël
OPDENACKER

Anne-Marie
HAUTANT

RÉGIONS ET
PEUPLES
SOLIDAIRES



Michaël OPDENACKER, remplaçant
Informaticien militant du logiciel libre, passionné par le vivant, les langues et les questions complexes.

Anne-Marie HAUTANT, titulaire
Ingénieure bâtiment, en politique avec les Régionalistes depuis 2001, cheffe d'entreprise, engagée et autonome par nature

Tout rebâtir, du sol au plafond

Après cette présidentielle 2022, l'évidence s'impose : nous sommes au bout d'une histoire. **Reconstruire** sur le temps long, voilà l'urgence. Là est **l'espoir**. Là est l'engagement des candidatures Oui la Provence & Régions et Peuples Solidaires.

Les territoires au cœur

Grand Débat et Convention Citoyenne pour le Climat, bien qu'ignorés par le pouvoir, ont prouvé que les Français avaient du ressort et qu'ils étaient prêts pour cet immense chantier. **C'est à partir des territoires et de celles et ceux qui y vivent qu'émergera ce nouveau monde.**

Redonner confiance au pays

Cela commence par le respect porté à chacun, où qu'il soit, d'où qu'il vienne.

Des députés au regard différent.

Paul MOLAC et Jean-Félix AQUAVIVA députés du groupe Libertés & Territoires, affiliés à R&PS, ont porté les Lois sur la reconnaissance des « langues régionales » et « le statut de résident ». Nous nous inscrivons dans cet engagement sans faille en faveur des territoires et de la diversité.

Le centralisme coûte cher

Il dévitalise le pays. **Décentralisation et autonomie des régions sont une absolue nécessité.**

NOUS VOULONS VIVRE ET DECIDER AU PAYS.

Beaucoup de verrous sont à Paris. Beaucoup de clefs sont chez nous. Prenons-les !

Voter pour nous c'est voter pour vous.

Régionalement vôtre!

Candidature soutenue par les parlementaires Régions et Peuples Solidaires: François ALFONSI (eurodéputé | groupe Verts / ALE), **Paulu-Santu PARIGI** (Sénateur | groupe Écologiste - Solidarité et Territoires), **Jean-Félix ACQUAVIVA**, **Michel CASTELLANI**, **Paul-André COLOMBANI** et **Paul MOLAC** (députés | groupe Libertés et Territoires)

DEMOCRACIA - ECOLOGIA - TERRITÒRIS DEMOUCRACIÒ - ECOULOUGIÒ - TERRITÒRI DÉMOCRATIE - ÉCOLOGIE - TERRITOIRES



POUR UNE DÉMOCRATIE DYNAMIQUE

Notre démocratie est malade. Elle se doit de respecter l'ensemble des citoyens, leur rendre le pouvoir. Ce que nous voulons : le Référendum d'Initiative Populaire, le scrutin proportionnel et territorialisé, la reconnaissance du vote blanc, le référendum révocatoire, une vraie égalité homme-femme, plus aucune discrimination.



LA PROXIMITÉ C'EST L'EFFICACITÉ

Le pouvoir centralisé nie la diversité, il aggrave même les inégalités. Nous devons pouvoir décider collectivement depuis et pour nos territoires. Décentraliser est une urgence. Des collectivités adaptées, dotées des moyens d'agir directement avec et en faveur de ses habitants c'est plus de justice sociale, plus d'efficacité. Les services publics y ont leur rôle.



VIVRE DANS LA DIGNITÉ

Toujours aux mêmes de se serrer la ceinture, de s'angoisser à chaque accident de la vie. Les chèques occasionnels octroyés par l'Etat en temps de crise ne sont pas la solution. Une répartition digne et respectueuse des richesses par la revalorisation des bas salaires, des pensions de retraite et des minima sociaux est indispensable. C'est cela une société durable.



LA SANTÉ PARTOUT ET POUR TOUS

La santé n'est pas une marchandise. Les déserts médicaux doivent disparaître, l'accès au service public de santé doit être garanti partout. Le système doit être repensé : formation, recrutement, qualité de l'exercice, répartition des compétences, rémunération. Les EHPAD à but lucratif n'ont pas leur place dans notre société. Là aussi il faut repenser un système à la dérive. La dignité de la population âgée n'est pas négociable.



L'ÉNERGIE : INNOVATION ET ÉCONOMIE

Pour le climat investissons dans les énergies renouvelables (éoliennes, biomasse, solaire...) et dans la recherche. Misons aussi sur les économies d'énergie. Sortons du nucléaire, dangereux, source de déchets ingérables. La production d'énergie doit être moins centralisée, mieux répartie sur les territoires. Transportons moins de marchandises et mieux.



PRODUIRE LOCALEMENT

La crise Covid, l'instabilité internationale, le chômage, le climat, la pollution généralisée, démontrent la folie de la globalisation : alimentation, médicaments, produits manufacturés par des quasi-esclaves sont acheminés depuis l'autre bout du monde, nous privant de notre autonomie. La relocalisation durable de la production sera au cœur de notre engagement parlementaire.



ENSEMBLE PAYSANS ET CONSOMMATEURS

L'agriculture paysanne, à partir de la réalité des territoires, est au cœur de l'indispensable transformation écologique. Seule une politique ferme en faveur du respect de la terre, de l'eau, des animaux et de l'humanité entière relèvera les défis de demain : climat, santé, transports, aménagement et autonomie des territoires. Nous soutenons l'idée de « sécurité sociale alimentaire ». Il faut freiner l'extension urbaine, arrêter l'artificialisation des terres agricoles et développer le bio.



SE DÉPLACER MIEUX

Pour le climat, notre pouvoir d'achat et nos territoires, modifions notre façon de nous déplacer. Favorisons les transports alternatifs économes en énergie. Tenons compte des contraintes des ruraux et des urbains. La priorité est aux transports du quotidien (trains, bus, vélo, covoiturage...) plutôt qu'aux projets pharaoniques et polluants tels les lignes nouvelles (LGV) destinées aux TGV. Réhabilitons les lignes de chemin de fer abandonnées, développons enfin le ferroutage.



LE DROIT AU LOGEMENT

Un logement digne est fondamental. Les publics fragiles, jeunes et vieux sont les plus pénalisés. La spéculation immobilière classique ou à but touristique en empêche l'accès. Là où nous vivons et travaillons, nous voulons un droit réel à louer un logement à un prix décent ou à en devenir propriétaire. Nous agissons pour une politique de rénovation écologique massive du bâti existant.



LA DIVERSITÉ EST UNE CHANCE

Reconnaître les langues dites « régionales », pour nous l'Occitan-langue d'oc, c'est leur donner une présence à l'école, dans l'espace public, dans tous les médias : là est la reconnaissance première de nos territoires. Ouvrons à modifier l'article 2 de la Constitution pour donner à notre langue, à côté du français, une place officielle. Diversité culturelle et biodiversité vont de pair.

Pour en savoir plus sur nos propositions:



REGIONS ET
PEUPLES
SOLIDAIRES